

## **Dissertation**

Que penser du précepte « neminem laedere » ? Peut-on en faire le seul fondement de l'obligation de réparer le dommage causé à autrui ?

La responsabilité civile est une notion fondamentale du droit civil. Elle permet en effet l'indemnisation de dommages subis suite à des délits ou quasi-délits.

Pour la fonder, les juristes se sont longtemps appuyé sur la notion de faute découlant du précepte « neminem laedere ». Les questions qui se posent alors sont de savoir que penser de ce précepte ? Peut-on en faire le seul fondement de l'obligation de réparer un dommage causé à autrui ?

Ces deux questions se sont révélées très importantes au cours des deux derniers siècles. Ainsi, si la faute était initialement le fondement de la responsabilité civile, permettant d'établir une indemnisation, elle a été remise en question depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. En effet, les évolutions de ce siècle, notamment industrielles, ont mis en évidence le fait que tous les dommages n'étaient pas la conséquence d'une faute : de nombreuses victimes de l'industrie n'ont ainsi pas pu être indemnisées pour un dommage qu'elles avaient subi alors qu'elles semblaient le mériter. Une autre théorie est donc apparue mais celle-ci est elle aussi remise en cause aujourd'hui : la théorie des risques.

Ces deux questions doivent donc prendre en compte l'évolution en France de ces deux théories au cours des deux siècles derniers.

Ainsi, le précepte « neminem laedere » qui signifie que nul ne peut nuire à autrui ne paraît plus être nécessairement le fondement de l'obligation de réparer le dommage causé à autrui. Autrement dit, la faute ne paraît plus être le seul critère permettant de justifier qu'une personne en particulier doive indemniser la victime d'un dommage dont elle serait responsable.

On peut donc se demander dans quelle mesure l'idée de faute ne permet plus de répondre à l'obligation de réparer un dommage causé à autrui ?

Pour répondre à cette question, il faudra d'abord traiter de la faute comme un critère ancien désormais insuffisant (I) puis des solutions qui ont été apportées pour permettre d'avoir un fondement de la responsabilité toujours applicable (II).

### **I Un critère ancien désormais insuffisant**

La faute a longtemps été perçue comme étant la seule justification de la responsabilité civile (A). Cependant il est apparu évident au cours des deux derniers siècles qu'elle ne suffisait plus pour permettre l'indemnisation d'un dommage (B).

#### **A) la faute comme fondement de la responsabilité civile**

La faute a été établie dans le code civil rédigé en 1804 comme le critère de la responsabilité civile permettant l'indemnisation d'un dommage. Cette notion est issue du précepte « neminem laedere » : nul ne peut nuire à autrui. En effet, cette formule induit que tout dommage causé à autrui par la faute d'une personne oblige celle-ci à le réparer. Ainsi, l'article 1342 du code civil énonce : « tout dommage causé à autrui par la faute d'une

personne oblige celle-ci à le réparer ». Cet élément accorde une place importante à la morale : la faute doit être commise avec une mauvaise intention pour être sanctionnée. Ainsi, ce critère laissait un large pouvoir d'appréciation aux juges à qui il revenait, du fait de l'imprécision des textes, de qualifier la faute. Mais la faute comme fondement de la responsabilité civile est depuis longtemps remise en question.

#### B) l'évolution des deux derniers siècles rendant caduque la seule notion de faute

La faute induit une notion de coupable. Ainsi, la responsabilité reposant sur la faute doit incomber à une personne sans la faute de qui aucun dommage n'aurait eu lieu. Or on s'est rendu compte, notamment avec les évolutions de l'ère industrielle et les accidents qui l'ont accompagnée, qu'un dommage n'était pas nécessairement la cause d'une personne. Ou du moins, que celle-ci n'avait pas nécessairement commis intentionnellement une faute. La notion de faute comme fondement de l'obligation de réparer un dommage ne permettait donc plus d'indemniser les victimes de tous les dommages. En effet, des victimes n'ont pu être indemnisées car personne n'était réellement coupable du dommage qu'elles avaient subi, alors qu'elles le méritaient de manière évidente. Les théoriciens se sont donc penchés sur le problème afin d'y trouver une solution, c'est à dire trouver un fondement à la responsabilité qui permette toujours l'indemnisation d'un dommage.

## **II - La recherche d'une solution afin de trouver un fondement toujours applicable à la responsabilité civile.**

La faute ne suffisait plus à justifier la responsabilité civile, les théoriciens ont dégager la théorie du risque qui s'est révélée parfaitement adaptée aux accidents industriels (A). Cependant, elle a révélé par la suite ses propres problèmes et d'autres fondements possibles de la responsabilité civile extra-contractuelle ont dû être recherchés (B).

#### A) La théorie du risque : solution parfaite pour les accidents industriels

Avec l'évolution industrielle et la démonstration que la notion de faute ne suffisait plus, les théoriciens se sont penchés sur l'élaboration d'une nouvelle théorie dès le XIX<sup>ème</sup> siècle. Ainsi, les juristes Raymond Saleilles et Louis Josserand ont élaboré la théorie du risque. Celle-ci consiste à désigner comme responsable d'un dommage toute personne ayant créé un risque (qui s'est alors réalisé). Nombreux sont ceux ayant défendu cette théorie qui s'est par conséquent imposée. En effet, elle permettait notamment de répondre systématiquement aux problèmes posés par les accidents dus aux machines dans les usines.

combinaison des deux théories nécessaires